



UNIS POUR LES FAMILLES

Revue de Presse

Période du 15 au 30 juin 2022

Le Secours pop défend le droit aux vacances

TOULON

Lancement de la campagne Vacances été 2022 à l'antenne de la fédération varoise du Secours populaire français (SPF) sur fond d'aggravation de la détresse sociale.

Cette campagne est historiquement la plus ancienne. La première action du Secours populaire ça a été en 44 de faire partir les enfants de déportés pour qu'ils puissent profiter des premières vacances après-guerre», rappelle pour commencer Olivier Masini, le responsable de la communication du SPF, en mettant en avant également dans les années 47-55, lors de grève importante des mineurs, des actions dans ce sens aussi pour pouvoir aider les familles qui étaient en difficulté.

L'occasion aussi de poser que le Secours populaire défend un

accès aux vacances pour tous. Un droit qui est loin d'être une réalité puisqu'insiste-t-il cette année encore, un enfant sur trois n'y a pas accès.

Et la situation économique et sociale ne permet pas de voir infléchir cette tendance. « 15 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, 12 % sont en situation de précarité énergétique et la flambée impacte directement les budgets des familles », poursuit-il. Autant dire que celui des vacances arrive pour beaucoup au tout dernier plan, quand il n'est pas complètement annihilé.

Une dégradation de la situation sociale que les bénévoles du SPF, qui ont accueilli en 2021 7 500 personnes, constatent tous les jours. « Et on assiste à une flambée cette année. Nous sommes très pessimistes pour le deuxième semestre », s'alarme Isabelle Ranucci, la secrétaire générale. Avec de plus en plus d'étudiants, de salariés et des retraités qui, « avec des pensions à trois chiffres, ne peuvent plus joindre les deux bouts ». Elle ré-

sume : « Nous sommes le reflet d'une société de gens qu'on n'entend pas suffisamment, qui n'y arrivent pas. »

Appel aux dons

Dans ce contexte, on mesure l'importance du souffle apporté par le SPF aux enfants et familles, grâce à la campagne vacances en leur donnant l'occasion d'échapper pour un temps à la galère.

« Ça nous permet également de mettre en avant les valeurs de solidarité qui sont les nôtres notamment à l'attention des enfants qui sont les premières cibles de l'exclusion », ajoute Olivier Masini. Puisqu'il s'agit aussi de faire de ces citoyens en devenir des acteurs de la solidarité eux-mêmes.

Mais pour parvenir à mettre en place tous ces séjours de vacances, l'argent reste le nerf de la guerre. C'est pourquoi le SPF lance un nouvel appel aux dons*. « Avec 50 euros on finance une journée de vacances, déduction fiscale faite c'est 12,50 euros de



Isabelle Ranucci et Olivier Masini lundi soir au siège de la fédération varoise du Secours populaire. PHOTO T.T.

participation», précise-t-il.

Grâce au comité d'action sociale de l'Énergie CMCAS, une dizaine d'enfants vont déjà partir une semaine gratuitement au bord du lac à la Savine.

Pour les autres projets, enfants ou familles, qui sont en train d'être montés, il faut récolter des fonds.

L'année dernière une soixantaine d'enfants sont partis en

colo et six familles en résidence de vacances. Et la Journée des oubliés des vacances a permis, elle, à 300 petits Varois de se retrouver à OK Corral pour une journée régionale. Le 15 août ce sera dans un parc aquatique à Fréjus.

Thierry Turpin

*Pour donner : 0494415015 ou directement sur www.scourspopulaire.fr

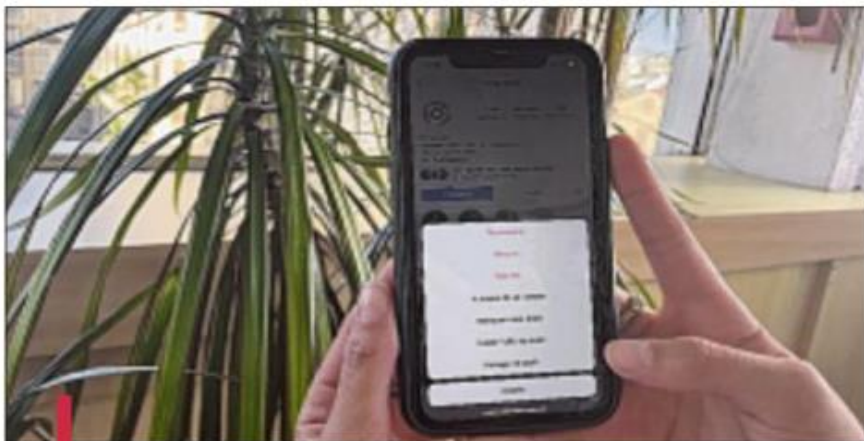
La Provence - mercredi 15 juin 2022

INSTAGRAM

Vers une nouvelle supervision parentale

Après une première tentative lancée en mars aux États-Unis, Instagram vient d'annoncer ses nouveaux outils de supervision parentale en Europe. Cette initiative poursuit la dynamique d'Adam Mosseri, patron d'Instagram "d'élever le niveau de protection des jeunes". Clotilde Briend, *public policy manager* chez Meta, qui regroupe les sociétés de Mark Zuckerberg, évoque les trois aspects de cette politique qui sera introduite à la fin du mois.

Le parent pourra par exemple fixer des limites au temps d'écran ou des pauses pour limiter l'accès à l'application par le jeune. En recevant une notification, il aura accès aux signalements effectués par l'ado. Un geste simple qui donnera l'occasion d'ouvrir le dialogue sur des sujets sensibles. Enfin, il pourra voir les abonnés, abonnements et demandes d'abonnement au compte du mineur. Ce disposi-



Instagram lance à la fin du mois de nouveaux outils de supervision parentale sur sa plateforme. /PHOTO L.P. ET S.M.

tif doit résulter d'un accord entre parents et enfants car selon Clotilde Briend si la mesure est imposée, elle "ne fonctionnera pas". Ce contrôle parental sera disponible dès 13 ans, âge légal d'utilisation de la plateforme, et sera automatiquement retiré à la majorité. Pour préserver l'autonomie de l'enfant, la supervision est à l'initia-

tive de celui-ci ou de son parent et prendra fin dès que l'un d'eux le souhaite. Un centre familial d'informations est aussi mis à la disposition des parents. Ils pourront y consulter experts et psychologues via des articles et tutos vidéo pour retrouver des conseils sur l'accompagnement de l'enfant.

Lila PERARD et Sibylle MOLIO

Un parc pour favoriser le développement des enfants

Un terrain de jeu pour améliorer le bien-être des jeunes pousses. Dans ce cadre, la Maison d'enfants Bois Fleuri située dans le 10^e arrondissement a inauguré son nouveau parc extérieur hier. Une initiative réalisée en étroite collaboration avec la fondation Marseille Bienfaisance et le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, qui ont grandement participé au réaménagement de cet espace primordial pour les enfants. Laissez-pour-compte pendant plusieurs années, le parc extérieur fait peau neuve et comporte désormais un city stade flambant neuf. Un équipement sportif au goût des 45 enfants présents au sein du foyer qui ont joué un rôle important dans cette opération. "Ils



"Les enfants demandaient un city stade depuis de nombreuses années"

Le parc extérieur de la Maison d'enfants Bois Fleuri (10^e) a été réaménagé et comporte désormais un city stade flambant neuf. /PHOTO L.H.

étaient au début et à la fin du projet", révèle Johanna Brossel, la directrice de la Maison d'enfants Bois Fleuri. "Les enfants demandaient un city stade depuis de nombreuses années. Ce sont eux qui ont choisi les couleurs. Ils ont également décidé qu'il y ait des arbres fruitiers. Cela part de leurs envies, ils sont au cœur du projet". Hier, les minots ont affiché un large sourire à l'idée de fouler la pelouse synthétique de leur nouveau terrain de jeu préférentiel. "Une démarche avec une portée sociale fondamentale pour les enfants, souligne

Gilles Gonnard, le président du foyer. On ne peut que valoriser et favoriser ce type d'initiatives. Cela peut permettre de les accueillir dans de meilleures conditions afin qu'ils puissent grandir et se construire dans cette maison d'enfants". Un constat directement partagé par Lionel Royer-Perreaut qui a salué l'investissement permanent des membres de la maison éducative. "Ils accomplissent un travail admirable en direction de ces enfants qui n'ont pas toujours eu la même chance que les autres, et qui ont besoin de

cet accompagnement de qualité. Cela permet d'améliorer leur confort de vie. Ce sont de beaux équipements, il y a une vraie fonction sportive et sociale." En marge des Jeux Olympiques de 2024, le maire LR des 9^e et 10^e arrondissements a également évoqué l'importance de construire de nouvelles infrastructures sportives. "Il y a les Jeux Olympiques dans trois ans. Avec ces équipements, j'espère qu'ils nous représenteront bien", déclare-t-il d'un ton amusé.

Une première étape du processus couronné de succès,

mais Johanna Brossel espère passer rapidement aux prochaines phases du projet. "Cela a pris du temps, on a deux autres phases. Dans un premier temps, il y a aura des installations ludiques, puis après on espère rénover le jardin devant la maison d'enfants". Pour se donner les moyens de leurs ambitions, l'équipe de la Maison d'enfants Bois Fleuri souhaite attirer de nouveaux partenaires financiers. "Cela va dépendre des donations et des levées de fonds", précise Johanna Brossel.

Lorenzo HASNI

Des enfants adoptés en quête de leurs origines

Si l'idée de savoir d'où l'on vient domine, cette démarche intime reste délicate pour les jeunes comme pour les parents.

« **T** »

très, très content. » Oui, Thomas est « vraiment très content ». Le jeune homme, 18 ans, du Puy-en-Velay en bégaie presque. Il bouillonne d'émotions depuis le coup de téléphone reçu il y a quelques jours. Au bout du fil, une voix venue d'Éthiopie a prononcé ces quelques mots : « J'ai retrouvé ta mère biologique. Elle veut bien te parler. » Désormais, il passe son temps à imaginer ces retrouvailles imminentes : « Qu'est-ce que je vais lui dire ? Vais-je pleurer devant elle ? Et elle, comment sera-t-elle ? Surtout, me dira-t-elle pourquoi elle m'a abandonné ? »

Comme lui, des centaines de jeunes adoptés, saisis par un vertige identitaire, se lancent à la recherche de leurs origines pour tenter de trouver un sens à leur histoire. « Pour nous tous, les questions "d'où je viens ?" et "à qui je ressemble ?" sont fondamentales. Mais il est bien certain qu'elles se posent avec plus d'acuité encore pour les enfants adoptés, parce que leur histoire a été rompue », avance la psychiatre Fanny Cohen-Herlem (1).

Une recherche d'autant plus fréquente que la culture du secret, qui a longtemps prévalu, n'est pas de mise. « Historiquement, l'adoption était cachée », rappelle Yves Denéchère, professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Angers. « Car les couples adoptaient des enfants nés en France, qui pouvaient leur ressembler, et donc ils n'en parlaient pas. Jusqu'à ce que, tôt ou tard, l'enfant devenu adulte perçoive ce secret de famille. Puis la donne a changé, avec le développement de l'adoption internationale, car les enfants qui arrivent ne ressemblent pas à leurs parents et le secret n'est plus tenable. »

De plus, l'adoption internationale a été éclaboussée par certains scandales. Le doute s'est immiscé : la démarche, de généreuse, est devenue vaguement suspecte. « Du coup, les enfants doivent pouvoir répondre à ces questions légitimes : "Ai-je été volé ? Mes parents voulaient-ils réellement m'abandonner ?" », poursuit le spécialiste (lire les témoignages page 14).

Les familles doivent donc apprendre à vivre avec cette quête. « Dès qu'ils déposent leur dossier,

les parents candidats à l'adoption en sont avertis. Désormais, on leur conseille de dire tout de suite aux enfants qu'ils ont été adoptés », confirme Anne Royal, présidente d'Enfance et familles d'adoption.

Mais chaque trajectoire est différente. Tous les enfants ne souhaitent pas tout savoir de leur histoire. « Dans la société, parmi les amis, les collègues, circule l'idée qu'on ne peut pas être tout à fait heureux quand on ne sait pas d'où l'on vient. Ce n'est pas toujours le cas. Certains adoptés ne partent jamais à la recherche de leurs origines et s'en portent bien », assure la pédiopsychiatre Fanny Cohen-Herlem (1). Charge aux parents de trouver le bon équilibre : répondre aux questions, sans les précéder.

Chaque trajectoire est différente. Tous les enfants ne souhaitent pas tout savoir de leur histoire.

Claude et Catherine, les parents de Thomas, n'ont, eux, jamais fait de mystère sur la naissance de leur fils. L'Éthiopie est très présente dans leur vie car « un gros morceau du cœur de Thomas y est resté », estime sa mère. Arrivé à 6 ans, le petit garçon avait eu le temps de se faire des souvenirs précis du pays qui l'a vu naître. Il parlait l'amharique, aimait déguster le beyayennatou, un assortiment de plats traditionnels. Alors jamais ses parents n'ont pensé effacer cette partie de lui-même. « Quand il était petit, mon mari l'aide à tenir un carnet de souvenirs d'Éthiopie, pour qu'il ne l'oublie jamais », illustre Catherine.

Puis quand, à 17 ans, Thomas a voulu retrouver sa mère de naissance, ils l'ont soutenu. Au début, le jeune homme s'était lancé à corps perdu sur les réseaux sociaux, en vain. « Nous avons donc contacté l'organisme par lequel nous l'avions adopté, qui a toujours été très transparent. Thomas a pu rencontrer la présidente, qui lui a ensuite recommandé une association locale spécialisée dans la recherche des origines. En cinq jours, il a eu des nouvelles de sa mère de naissance », salue sa mère. Aujourd'hui, quoi qu'il arrive, que

Suite page 14. ●●●



Ces jumelles d'origine coréenne, photographiées avec leurs parents biologiques juste avant leur adoption dans les années 1970, à l'âge de 7 mois. Caroline Yang/NYT/Redux/Rea

«La notion d'origines est parfois plus complexe qu'on ne le pense parfois. Au fond, ces personnes veulent reprendre leur histoire en mains.»

●●● Suite de la page 13.

les retrouvailles se passent bien ou non, elle et son mari seront là. «Parce que nous savons que c'est très important pour Thomas et que nous souhaitons son bonheur.»

Certains parents ont néanmoins plus de mal à accepter cette quête, «qu'ils peuvent vivre comme un désaveu», nuance Jean-Louis Le Run, pédopsychiatre à la tête du dispositif d'accompagnement psychologique aux histoires adoptives (Dapha) (2). Ils peuvent éprouver un sentiment de rivalité avec les parents biologiques. Il les invite pourtant à passer outre. «Il est très compliqué pour une personne adoptée de se lancer dans une recherche de ses origines sans se sentir pris dans un conflit de loyauté», décrypte-t-il. Si les parents peuvent l'en libérer, c'est l'idéal.

Certains parents ont néanmoins plus de mal à accepter cette quête, «qu'ils peuvent vivre comme un désaveu».

Ceux-ci sont pleinement utiles dans un moment pareil, constate aussi Patrizia, qui travaille au service adoption d'un département depuis seize ans. Elle a accompagné des adoptés de toutes sortes, âgés de 3 à 70 ans. «La notion d'origines est plus complexe qu'on ne le pense parfois, estime-t-elle. Au fond, ces personnes veulent reprendre leur histoire en mains», se réappropriant un récit, un roman familial. «Plus encore qu'un nom et un contact, elles veulent des éléments qui les aident à réfléchir et à visualiser leur naissance. Certains ne vont d'ailleurs pas au bout de leur démarche quand ils obtiennent certains éléments qui leur suffisent. J'ai aussi reçu une petite fille de 3 ans, née sous le secret. Je me suis rendu compte que sa naissance restait très abstraite et qu'elle souhaitait que je la lui raconte. C'était ça, sa vraie demande.»

Emmanuelle Lucas

(1) L'Adoption en questions... et les questions des enfants adoptés, Éd. Pascal, 2020, 224 p., 17,50 €.

(2) Rens. : dapha-accompagnement-adoption.fr/

repères

L'adoption devient de plus en plus rare

En 2021, 252 enfants ont été adoptés à l'étranger par des Français. Ce chiffre est en fort recul. En 2005, il représentait 3 847 enfants.

Les pays d'origine. En 2021, les enfants venaient principalement de Thaïlande (46 adoptions), de la République du Congo (31), du Vietnam (22), de Colombie (16) et de Madagascar (16).

Au 31 décembre 2019, 884 pupilles de l'État nés en France ont été confiés en vue d'adoption. Il s'agit de bébés abandonnés à la naissance ou d'enfants plus grands retirés à leurs parents.

Sources : Mission de l'adoption internationale et Observatoire national de la protection de l'enfance.

témoignages

Quand les recherches mettent au jour un trafic d'enfants

«On m'a volé mon histoire»

Emmanuelle Hébert, adoptée en Inde, cofondatrice du Raif(1)

«Je suis née en Inde et j'ai été adoptée en France par une famille aimante. Je me suis lancée à la recherche de mes origines par hasard afin de comprendre d'où je venais, pour savoir à qui je ressemblais. J'ai attendu la mort de mes parents pour le faire, je ne voulais pas leur causer de peine. J'étais loin d'imaginer où ce travail allait me mener. J'ai découvert que tous les papiers de mon dossier d'adoption étaient faux et que j'avais sans doute été volée. Je me suis déplacée plusieurs fois en Inde, dans l'orphelinat où j'avais été recueillie et qui a tenté de me décourager.



Dortoir de l'orphelinat catholique de Vinh Son, au Vietnam, en 2017. Pascal Deloche/Godong/DPA/AP

Enfin, je n'ai jamais revu ma mère biologique car elle est décédée quelques mois avant que je ne retrouve sa trace. Mais j'ai découvert, estomaquée, que ma famille biologique n'avait jamais souhaité m'abandonner. On m'a volé mon identité, mon histoire, ma culture, ma langue. J'ai grandi dans un pays qui n'est pas le mien en me sentant différente. Cette colère m'a poussée à fonder le Collectif pour la reconnaissance d'adoptions illégales en France (Raif), qui milite pour l'ouverture d'une enquête indépendante sur l'adoption internationale. La Suisse, la Belgique ont présenté leurs excuses aux enfants qui ont été ainsi arrachés mais pas la France. Nous allons porter cette demande devant l'ONU car notre association bénéficie d'un siège d'observateur à la commission spéciale chargée du contrôle de la mise en œuvre de la Convention de La Haye.»

«J'ai retrouvé toute une famille»

Céline Breyse, adoptée au Sri Lanka (2)

«Je suis arrivée en France en février 1983 à l'âge de 2 mois et j'ai été adoptée par des parents formidables. Ainsi, à l'adolescence, quand je le leur ai demandé, ils m'ont communiqué tous les éléments pour que je puisse retrouver mes origines. Cette quête a mûri tout au long de ma vie. Longtemps, je ne me suis pas posé de questions et cela ne m'a pas empêchée de vivre et de me construire. Après plusieurs voyages néanmoins, j'ai voulu en savoir plus. Mes recherches ont alors abouti à une impasse. Il y avait des incohérences et j'ai commencé à avoir des doutes, qui se sont confirmés quand j'ai vu

un documentaire néerlandais qui parlait de trafics d'enfants au Sri Lanka à l'époque de ma naissance. J'ai alors créé, en 2018, un groupe Facebook, afin d'alerter d'autres adoptés. Avec l'aide d'un ami sur place, Andrew Silva, j'ai fini par retrouver ma mère biologique, ma sœur, des neveux et nièces, des cousins. Bref, toute une famille qui apporte un vrai plus à ma vie. Depuis quatre ans, nous avons un lien très sain qui n'enlève rien à l'amour indéfectible que je porte à mes parents adoptants. Cette année, j'ai fait le voyage avec eux et mes enfants. C'était émouvant de constater que les liens étaient fluides entre les deux familles. Le groupe Facebook contribue à la réunification des familles, avec Andrew au Sri Lanka et moi en France.»

Recueilli par Emmanuelle Lucas

(1) associationraif.com/revue-de-presse/
(2) Good Morning Nilanthi, Éd. Reflets.

Entretien. Une enquête sur l'adoption internationale dévoile qu'il est plus simple de retrouver la trace de ses origines sans pour autant garantir des retrouvailles apaisées.

«Les retrouvailles sont fantasmées des deux côtés»

Sébastien Roux

Sociologue (1)

Cette quête des origines a-t-elle une chance d'aboutir ?

Sébastien Roux : En France, l'abandon est très encadré et l'État met en place des tas de stratégies pour couper la filiation. Du recueil de l'enfant à son arrivée en famille d'accueil, les travailleurs sociaux font attention à ne jamais parler des origines, ceux qui s'occupent de l'enfant ne croisent jamais ceux qui s'occupent de sa mère, etc. Il reste compliqué de trouver des éléments sur sa naissance quand on est né en France, hors des procédures prévues par le Conseil national pour l'accès aux origines personnelles.

«Les réseaux sociaux prennent aussi une place de plus en plus importante. Il existe des sites entiers où les enfants peuvent poster leurs demandes et les parents peuvent s'inscrire aussi.»

Le plus souvent, les enfants adoptés à l'étranger viennent de milieux ruraux, pauvres, des pays du Sud où il reste une mémoire de leur naissance. Il y a souvent quelqu'un qui se rappelle que la cousine, la voisine, la femme du neveu a accouché en telle ou telle année. En Éthiopie ou au Vietnam, c'est le cas.

Les réseaux sociaux prennent aussi une place importante. Il existe des sites entiers où les enfants peuvent poster leurs demandes et les parents peuvent s'inscrire aussi. Souvent, quand on pense à la re-

cherche des origines, on pense à l'identité des parents, mais en fait, ça va bien au-delà. Dans d'autres pays, la famille est plus large, la mémoire circule davantage. Donc les gens retrouvent d'abord les cousins, les oncles, etc. Ce qui est en train de changer aussi, c'est la massification des tests ADN pour vérifier la filiation.

Comment se passent les retrouvailles ?

S. R. : Tout dépend. Souvent elles sont fantasmées des deux côtés. Les enfants ont imaginé que les parents auraient en fait voulu les garder mais n'ont pas pu, pour des raisons financières notamment. Or ils peuvent découvrir que ce n'est pas tout à fait le cas, que l'abandon était volontaire. À l'inverse, du côté des familles de naissance, souvent on espère que l'enfant envoyé à l'étranger est devenu chirurgien ou avocat, a eu des enfants à son tour et est heureux. Aussi, quand elles se retrouvent face à un enfant qui ne correspond pas à ce schéma de réussite, ça peut être violent. Les uns et les autres doivent se réajuster à la réalité.

Les doutes sur l'adoption internationale ont-ils été levés ?

S. R. : L'adoption internationale est de plus en plus en adéquation avec la convention de La Haye : on prépare mieux les parents, on met en place des systèmes de transferts d'enfants plus doux, il y a un souci de bien faire, des procédures de plus en plus codifiées. Néanmoins, certains militants réclament une interdiction générale, estimant qu'en la matière, l'éthique serait impossible. Ils y voient une violence intrinsèque, un rapport de pouvoir insupportable entre des parents riches du Nord et des enfants pauvres du Sud. Ce point de vue n'est cependant pas unanime et divise les adoptés eux-mêmes.

Recueilli par Emmanuelle Lucas

(1) Auteur de Sang d'encre. Enquête sur la fin de l'adoption internationale, Éd. Vendémiaire, 2022, 288 p., 21 €.

pistes

À qui s'adresser pour rechercher ses origines ?

Selon que les personnes sont nées en France ou à l'étranger, plusieurs lieux peuvent les aider à renouer les fils de leur histoire.

Pour les enfants adoptés en France

Les personnes nées sous le secret peuvent s'adresser au Conseil national pour l'accès aux origines personnelles (Cnaop), une structure créée en 2002. Depuis, chaque enfant devenu majeur peut demander l'ouverture de son dossier à 18 ans.

Contact : Cnaop, Secrétariat général, 14 avenue Duquesne 75350 Paris 07 SP ou cnaop-secr@sante.gouv.fr

Les pupilles de l'État doivent se tourner vers le conseil départemental de leur lieu de naissance et demander à consulter leur dossier constitué au sein de l'Aide sociale à l'enfance.

Pour les enfants adoptés à l'étranger

Du côté institutionnel, l'interlocuteur principal est la Mission de l'adoption internationale (MAI) rattachée au ministère des affaires étrangères. Contact : 01.53.69.31.72 ; courrier.fae-mai@diplomatie.gouv.fr ; www.diplomatie.gouv.fr/fr/adopter-a-l-etranger/la-mission-de-l-adoption-internationale/

Le conseil départemental qui a procédé à l'agrément pour l'adoption, c'est-à-dire l'autorisation de devenir parent adoptant, peut aussi détenir certains éléments.

Solliciter aussi les associations de parents, regroupées pour l'essentiel au sein d'Enfants et familles d'adoption (EFA) (www.adoptionea.org), et les associations de parents par pays d'origine, regroupées pour l'essentiel au sein du Mouvement pour l'adoption sans frontières (MASF) (www.masf.info)

#AirDuTemps.

Délaissé au profit des smartphones, l'appareil photo jetable séduit à nouveau les jeunes, avec un regain d'intérêt pour l'argentique.

Ils flashent sur les appareils photos jetables



Le prix des appareils photos jetables oscille entre 13 et 30 euros. Charmedlightph/Stock Adobe

C'est une tendance pour le moins inattendue. L'appareil photo jetable fait son grand retour sur le marché et séduit les générations qui ont grandi avec le numérique. « C'est un objet de petite taille, que l'on peut transporter facilement et que l'on n'a pas besoin de surveiller tout le temps parce qu'il n'a pas une grande valeur, témoigne Léa, 23 ans, fan de photo depuis son adolescence. Ma grand-mère m'en avait offert un quand j'étais petite et lorsque c'est redevenu à la mode, j'ai pu en racheter. »

Ce qui plaît à Léa au-delà de la dimension pratique ? « L'aspect vintage et granuleux des photos, répond-elle. Sur les smartphones ou Instagram, on peut mettre des filtres mais ce n'est pas du tout la même chose. Le numérique ne donne pas des photos aussi authentiques, puisqu'on peut les retoucher. »

Léa dit avoir opté pour l'argentique parce qu'elle a « un vieux portable, avec un appareil photo de mauvaise qualité ». Aujourd'hui, elle préfère même avoir ses photos sur papier pour en faire des albums plutôt qu'en version numérique.

Lancé dans les années 1980 et populaire jusque dans les années 2000, l'appareil photo jetable a évolué. On peut désormais aussi faire numériser les photos et les pos-

ter sur les réseaux sociaux comme celles du téléphone.

« Ce qui plaît à cette génération, c'est que l'objet permet la rencontre de deux temporalités, entre le temps long et l'instantanéité, analyse Elsa Godart, psychanalyste et spécialiste de l'image, auteure de *Je selfie donc je suis* (Albin Michel). On jette l'appareil mais on garde la photo que l'on va mettre dans son portefeuille ou sur un mur. C'est l'image qui s'impose à nous et plus nous qui allons la chercher dans notre téléphone. Avec cet objet, certains redécouvrent la valeur de la photo, qui n'est plus seulement une image. »

À l'ère du virtuel, les jeunes ont besoin de matérialité. Les appareils photos jetables les séduisent d'autant plus que leur prix reste abordable, entre 13 et 30 €, même s'il faut ajouter un budget de 10 à 20 € pour la numérisation ou le tirage. S'ils permettent aux jeunes générations de découvrir les photos autrement que sur leur portable, ces appareils en plastique ne sont pas très écologiques puisqu'on les jette après chaque utilisation. Ils peuvent toutefois être recyclés ou reconditionnés. Et certaines marques proposent même des modèles réutilisables.

Paula Pinto Gomes

Rue Battala, une ruine sort de l'indignité

MARSEILLE

Cinq ans plus tard, un immeuble exproprié puis revendu à un privé va produire du logement social pour Soliha.

Ambiance festive, 11, rue Battala, 3^e, à Saint-Mauront, un trois-fenêtres-marseillais qu'un investisseur privé a rénové pour être dédié à du locatif social. Jérémie Sebbah, patron de l'entreprise Art'chi était en joie, mardi soir, pour montrer les huit appartements que ses ouvriers se hâtent de finir pour être livrés en juillet aux premiers locataires.

Six T2 dont deux avec mezzanine ; un T3 de 63m² avec cour, un studio de 22m². « C'est le premier immeuble que j'achète pour faire du logement social. J'ai accepté car j'ai eu 290 000 euros d'aide de l'Anah [Agence nationale de l'habitat, Ndlr], un peu moins de la moitié de l'investissement. J'ai répondu à l'appel d'offres d'Urbanis et je l'ai eu pour 65 000 euros » détaille l'entrepreneur. « Il était sous arrêté de péril et squatté. Un plancher s'écroulait, les cheminées menaçaient de s'effondrer. Des combats de coq étaient

organisés dans la cour » se souvient-il.

Cette opération complexe de portage d'immeubles en péril s'inscrit dans une des concessions d'éradication de l'habitat indigne de la Métropole. Urbanis Aménagement a ainsi acquis l'immeuble par suite d'une ordonnance d'expropriation de mai 2017 dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique du fait de la carence des copropriétaires. L'immeuble a ensuite été frappé de péril en décembre 2018. Urbanis a relégué trois familles temporairement puis définitivement dans le parc social. « On a fait des travaux d'office pour le mettre en sécurité avant de le vendre, refait une cage d'escalier en bois sur mesure. Tout ça en milieu occupé car il a été squatté » se souvient Véronique Eyraud, directrice d'Urbanis Aménagement.

Aides de l'Anah et Solibaïl

Aucun bailleur social n'en voulait. Un projet d'habitat participatif n'a pas été retenu. « On a décidé de le vendre à un bailleur privé qui conventionnerait les logements et ferait de l'intermédiation locative. » À l'issue d'un appel à projet, Jérémie Sebbah a été sélectionné en 2020 pour cette vente assujettie à un cahier des charges. « Son projet tenait la route, on avait la garan-



L'entrepreneur Jérémie Sebbah avec Véronique Eyraud, directrice d'Urbanis Aménagement. Des volets en couleur pour remettre de la vie dans cette rue frappée par la crise. PHOTOS D.C.

tie de sa solvabilité, un architecte [Jann Kern] suivait les travaux » se félicite Mme Eyraud.

Dans le public convié par l'entrepreneur, un important promoteur immobilier – qui ne souhaite pas qu'on cite son nom – commente la réussite de l'élève : « On est dans un marché réglementé, une économie spécifique. L'exploit de Jérémie, c'est d'optimiser les prestations locatives, d'y mettre de la qualité. » Douche à l'italienne, radiateur à inertie fonte, double peau sur les murs, des IPN rajoutés pour éliminer les vibrations des pou-

tres, etc. « C'est pas du meublé, mais j'offre en plus le four, la plaque et la hotte » montre M. Sebbah qui dit avoir déjà réalisé 460 000 euros de travaux. « J'en suis à 1 550 euros du m², là où les bailleurs sociaux avec leurs problématiques sortent entre 3 000 et 4 500 euros du m² ! C'est quand même mieux pour le contribuable que de laisser des années un immeuble vacant et muré » souligne-t-il. Pour monter le dossier d'aide de l'Anah, l'entrepreneur s'est appuyé sur le bureau d'études Territoire & Habitat. En contrepartie de toutes ces aides pu-

bliques, le propriétaire s'engage à ne pas revendre l'immeuble avant 12 années. Il va signer des baux avec l'association Soliha qui sous-louera ensuite à des délogés, des hébergés provisoires, etc. Le « Solibaïl », bail solidaire en quelque sorte, lui garantit un loyer de l'ordre de 8 euros du m². « J'ai toujours été choqué de voir qu'à Marseille, dans le quartier le plus pauvre d'Europe, on payait des loyers au même prix que dans le 6^e. C'est une honte. Moi, mes T2 seront autour de 300 euros par mois. »

David Coquille

Les malheurs à la chaîne de "Partage et Bonheur"

La société d'aide à domicile surfacturait les services aux majeurs handicapés

Qui a donc soufflé le nom onctueux de "Partage et Bonheur" à ceux qui ont dirigé cette société d'aide à la personne, située sur le Prado (8^e), entre juillet 2016 à mars 2019? Était-ce pour mieux endormir la vigilance de ceux dont ils avaient la charge? Avec le recul, si clin d'œil il y a eu, il fut de bien mauvais aloi, car les handicapés mentaux ou physiques qui lui faisaient confiance, majeurs protégés, malgré l'aide précieuse de leurs mandataires judiciaires, ont été bernés, trompés, trahis. Quelque part, on a abusé de leur faiblesse. Et cela pèsera sans doute dans la balance du tribunal.

Nassera Bouhdada, 60 ans, sa gérante de droit, répond d'escroquerie, comme son mari,

"Je calculais à ma façon", a déclaré la mise en cause. Un mot qui a agacé le tribunal.

Yassine Nemer, 62 ans, présenté comme le gérant de fait. Accusés, tous deux, d'avoir facturé fictivement des dizaines d'heures de travail à domicile qui n'existaient pas, au préjudice de celles et ceux qui payaient, les "majeurs sous tutelle", mais aussi du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône qui les prenait largement en charge.

Voilà donc qui fait bien gris dans le généreux paysage de l'aide à domicile. Pour l'accusation, les plannings étaient falsifiés, les prestations souvent facturées deux fois. Au total, treize victimes - ou leurs héritiers, car beaucoup sont mortes depuis - se sont constituées parties civiles, hier, au côté du Département. Ce sont trois mandataires judiciaires, aiguillonnés



Le Département, en tant que personne chargée d'une mission de service public, a lui aussi été victime. Il était l'un des principaux payeurs de ces aides à domicile pour personnes handicapées. /PHOTO F. PENNANT

par quelques anomalies dans la gestion des comptes de ces personnes fragiles, qui ont fini par alerter la justice le 21 mars 2019, avec l'aide de leur avocate, M^{me} Isabelle Lavignac. Le diable, comme chacun sait, se niche dans les détails... Car souvent les horaires ne correspondaient pas. Une curatrice se dira ainsi étonnée de constater qu'un monsieur avait signé, alors que son état de santé ne le lui permettait pas. Une aide à domicile apparaissait faisant des heures en deux endroits différents à la même heure. À l'arrivée, le préjudice total a été estimé à 180 000 euros.

Or la principale mise en cause nie avec force, accusant l'une de ses responsables de secteur d'avoir tout manigancé

dans son dos. Les enquêteurs ont aussi remarqué que des fichiers de plannings avaient étrangement été effacés, ce dont le couple de prévenus se défend. La présidente Patricia Krummenacker a donc poussé l'interrogatoire hier, espérant que la mise en cause finirait par reconnaître, mais en vain. Nassera Bouhdada est allée jusqu'à déposer des plaintes contre les tuteurs. Bref, on aurait voulu "la faire tomber"...

"Je calculais à ma façon", a déclaré la mise en cause en cours d'enquête, pour justifier parfois des facturations approximatives mais toujours sans malice. "Tout ce qui a été dit, c'est pas vrai, a martelé hier la prévenue à la barre. On a travaillé, on a fait plus que les heures qui ont été facturées!" Quant à son ma-

ri, il est apparu fort informé des choses de son épouse jusqu'à lâcher: "J'ai vu vraiment qu'on voulait notre mort", rejoignant ainsi son épouse dans la "thèse du complot". Les avocates des victimes, dont M^{me} Isabelle Lavignac et Emilie Castellani, ont déploré la trahison subie par leurs clients. Elles ont fait la démonstration des heures surfacturées et sollicité la réparation de leurs préjudices financiers et moraux. Le procureur Julien Dutel a requis 2 ans de sursis probatoire avec obligation d'indemniser les victimes, des interdictions de gérer contre le couple et 20 000 € d'amende contre la société. En défense, M^{me} Karim Bouguessa et Ronny Ktorza ont plaidé la relaxe. Jugement le 14 septembre.

Denis TROSSERO

Le journal des jeunes délinquants primé

MARSEILLE

Des jeunes de l'Établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM) ont été récompensés au concours Médiatiks organisé par le Centre de liaison de l'enseignement et des médias de l'information.

Le concours Médiatiks a récompensé les jeunes de l'EPM de Marseille la semaine dernière lors de la remise des prix au centre Pompidou, à Paris. Cette 10^e édition est une initiative du Centre de liaison de l'enseignement et des médias de l'information (Clemi) en partenariat avec neuf acteurs médiatiques, dont la fondation Varenne, Reporters sans frontières ou encore l'association Jets d'encre. Le but : « Valoriser les productions et l'expression médiatiques

des élèves », explique Aude Mouyanaga du Clemi. La compétition se déroule en deux temps, académique puis national.

Parmi les 1 129 médias scolaires inscrits, l'EPM de Marseille, avec sa production *La vie sous écrou*, devient lauréat de Médiatiks 2022 dans la catégorie « Journal imprimé ou en ligne ». Les 4 membres du jury ont été impressionnés et ne tarissent pas d'éloge : « Les sujets sont très forts, très touchants. Même si des sujets très divers sont traités, la place laissée à l'expression personnelle donne une tonalité particulière. Le jury a été très touché par l'article de réflexion philosophique sur la violence. »

« Créer des ponts avec l'extérieur »

L'établissement a déjà gagné trois fois au niveau académique et une fois au niveau national. Thomas Bailet, enseignant à l'EPM de Marseille et porteur du projet, n'est pas moins fier de cette nouvelle récompense : « Je suis très content parce que

Médiatiks nous avait donné des conseils, donc avec l'équipe, nous avons décidé de changer la mise en page. On est ravi de voir que ça a été pris en compte. »

La vie sous écrou né en 2009, est réalisé à raison de deux éditions par an afin que les élèves, âgés de 13 à 18 ans, valorisent ce qu'ils ont vu et produit tout au long de l'année. Ils étaient une dizaine à avoir contribué à l'écriture des articles dans le cadre de leurs cours, répartis dans des groupes en fonction de leurs besoins : l'apprentissage du français pour les jeunes d'origine étrangère, une réorientation pour les « décrocheurs » pour une reprise des cours ou une entrée dans la vie professionnelle... « Je leur dis que c'est pour le journal donc c'est une source de motivation mais ils voient ça aussi comme un travail scolaire », explique Thomas Bailet. Un instrument pédagogique mais pas seulement : « C'est aussi un outil qui permet de créer de la cohésion au sein de l'équipe des enseignants, puisque c'est un travail de groupe



Thomas Bailet est enseignant à l'Établissement pénitentiaire pour mineurs et coordinateur du journal « La vie sous écrou », lauréat du concours Médiatiks. PHOTO DR

et tous peuvent y contribuer. »

Avec ce concours, l'enseignant entend aussi redonner confiance en ces jeunes qui sont, pour la plupart, en rupture sociale et tombés dans la délinquance. « J'estime que c'est important de créer des ponts avec l'extérieur :

(...) C'est leur montrer qu'ils sont comme les autres et que, s'ils s'en donnent la peine, ils peuvent faire partie de la société et réussir », conclut-il.

Eugénie Colace
« La vie sous écrou » à retrouver sur : www.clemi.fr

Les mineurs isolés veulent des droits

MARSEILLE

Une mobilisation s'est tenue vendredi devant le palais de justice de Marseille, à l'appel d'une soixantaine d'associations. Les revendications portent sur la reconnaissance de leur minorité et une amélioration de leur cadre de vie.

Une quarantaine de personnes se sont réunies vendredi après-midi devant le palais de justice suite à l'appel de plusieurs associations venant en aide aux mineurs isolés. Les revendications portent sur la remise en place de la reconnaissance de présomption de minorité, une aide de l'État sur les besoins primaires comme le logement, l'alimentation ainsi qu'une formation professionnelle.

Parmi les associations, le collectif 113 Canebière permet à 25 jeunes de bénéficier d'un toit, de 3 repas par jour et d'une aide pour les démarches administratives. Ce foyer est porté « à bout de bras » par des bénévoles comme Isabelle. « Si nous ne sommes pas là, l'État décrète qu'ils ne sont pas mineurs et en quelques jours ils se retrouvent à la rue », résume-t-elle.

« Nous sommes humains avant d'être Français »

Pour l'un des mineurs de nationalité guinéenne, souhaitant rester anonyme, il ne comprend pas pourquoi un grand pays comme la France n'aide pas les habitants d'une ancienne colonie. « Ici, il y a beaucoup de Guinéens, on nous dit qu'il faut être Français pour avoir un toit, un travail mais avant d'être Français nous sommes des êtres humains. » Le minot souhaite avoir un CAP dans la maintenance, « on veut seulement vivre dignement », conclut-il.

Adrien Aboud

Un salon qui lutte contre l'illettrisme

Dans le but de promouvoir la lecture auprès des personnes en situation d'illettrisme et pour leur permettre d'acquérir ou de retrouver les compétences de base indispensables à la vie de tous les jours, l'association Agir pour la lecture, vaincre l'illettrisme propose un salon du livre à la galerie Jouenne (6^e) aujourd'hui de 10 h à 18 h. Selon l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), 7% de la population âgée de 18 à 65 ans était concernée en 2021, soit environ 2,5 millions de personnes. Toujours pour lutter contre ce fléau qui touche notamment beaucoup de jeunes, une dictée récréative sera organisée à 14 h 30 cet après-midi.

→ Accès libre. Participation dictée : 5€. Galerie Jouenne (6^e) de 10 h à 18 h. / ARCHIVES LP

La Provence – dimanche 19 juin 2022

PETITE ENFANCE

La crèche de la Solidarité va rouvrir

L'affaire avait fait grand bruit et une soixantaine de parents s'étaient retrouvés sans solution de garde pour leur petit bout de chou. Le 18 mai dernier, des tirs de kalachnikov avaient eu lieu aux abords de la crèche de la cité de la Solidarité (15^e). L'établissement avait alors été fermé. Mais après plus d'un mois de galère pour les parents, la crèche va donc enfin rouvrir demain. Une réouverture en grande pompe puisqu'elle se déroulera, notamment, en présence de la maire-adjointe Samia Ghali, de l'adjointe à la petite enfance Sophie Guérard et de Laurent Carrié, préfet délégué pour l'égalité des chances.

La Marseillaise – mercredi 22 juin 2022

Un bilan positif pour les bénéficiaires et les jeunes volontaires d'Unis-Cité

RÉGION

Cérémonie de fin de service civique, mardi à l'hôtel de région à Marseille, pour les 1 300 jeunes Provençaux qui pendant huit mois se sont engagés dans des missions solidaires, environnementales... De ces expériences sont nées des vocations.

In'y a pas de mots assez forts pour définir cette expérience « merveilleuse », commence Myriam, une des bénéficiaires de la « mission solidarité senior » proposée par l'association pionnière du service civique, Unis-Cité. Pendant huit mois Apolline et Mounib ont accompagné l'octogénaire au quotidien. Le but de leur mission, lutter contre l'isolement de personnes âgées et créer du lien intergénérationnel. C'est chose faite. « On a regardé



Albert a passé huit mois accompagné de jeunes en service civique, il qualifie cette expérience de « géniale ». PHOTO M.F.

dé des films, on a rigolé, fait de la couture. Il y a un vrai lien de famille qui s'est créé », évoque les larmes aux yeux Apolline, 24 ans. Myriam acquiesce : « Je les considère comme mes petits », et elle met l'accent sur un détail important : « Et puis Mounib m'a appris à faire des crêpes ! »

« C'est un parcours de transformation sociale mais aussi personnelle », explique Matthieu Galland, le directeur régional d'Unis-Cité. Et de rajouter : « C'est notamment parce qu'ils travaillent avec des gens différents et sont confrontés aux problématiques du terrain. »

Créée il y a vingt ans, l'association comptabilisait alors seulement 12 jeunes dans la région. Aujourd'hui, ce ne sont pas moins de 1 300 volontaires engagés, âgés de 16 à 25 ans, chaque année en région Sud Paca. Les jeunes peuvent choisir le domaine dans lequel ils souhaitent passer leur service civique. Allant de l'environnement aux missions seniors. « Ce que vous avez fait n'est pas anodin. Vous avez montré que la

jeunesse peut réussir ce qu'elle a envie d'entreprendre », estime Serge Pizzo, le vice-président délégué d'Unis-Cité. Pour Bruno Genzana, président de la commission jeunesse, vie étudiante et lien intergénérationnel à la Région, ces jeunes, face à « une société décousue », permettent de « recoudre les morceaux. »

Trouver sa voie

De nouvelles carrières se profilent. Élisabeth Terrat a passé son service civique, au côté de Christiane Meunier : « Je l'ai aidée avec son ordinateur, on a joué aux cartes, on a parlé... » énumère la jeune femme de 21 ans. Avant son service civique, elle était en licence de « biologie marine et océanographique ». Aujourd'hui, « je ne sais pas encore exactement ce que je veux faire mais ça sera dans le social, ça c'est sûr je me suis éclatée », raconte Élisabeth Terrat.

Unis-Cité recherche déjà les nouveaux inscrits pour la saison prochaine.

Marie Fouque
Infos sur unicite.fr/region/paca/

Une centaine de jeunes ont été initiés à la nage

EDF organisait hier au Cercle des nageurs une journée d'initiation aux sports d'eau dans le cadre de son programme "Enjeux d'avenir 2024", lié aux JO de Paris

Certains appréhendent plus que d'autres. À 7 ans, ce jeune Marseillais ne pouvait pourtant pas mieux rêver pour effectuer son baptême de natation. Au moment de se jeter dans l'eau, le minot s'agrippe à Jérémy Stravius, champion olympique et champion du monde. D'abord face à face puis sur le dos du nageur, la crispation se dissipe au fil des longueurs... Au point même de laisser apparaître un petit sourire au moment de se lâcher l'espace de quelques petites secondes. "C'est une super expérience et c'est très important de pouvoir leur transmettre cela aujourd'hui... Car les chiffres des noyades sont alarmants et il faut donc prendre le problème à la racine, en mettant à disposition des plus jeunes des moyens pour apprendre à nager ou en tout cas d'avoir les bons réflexes dans l'eau", explique Jérémy Stravius, sur le bord du bassin olympique Pierre-Garsau. Aux côtés notamment du nageur paralympique Théo Curin, tous les deux membres du team EDF, les athlètes ont donné de leur temps hier pour cette journée d'initiation aux sports d'eau organisée par EDF dans le cadre du programme "Enjeux d'avenir 2024", en lien avec les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

Plus de 120 enfants âgés de 6



Ces enfants, dont certains étaient en situation de handicap, ont participé à cette journée dont les parrains étaient les athlètes olympiques et paralympiques Jérémy Stravius et Théo Curin. / PHOTO D. THAUST

à 14 ans, dont certains en situation de handicap, étaient présents et ont pu profiter des différentes animations organisées en marge des initiations. Un atelier sport animé par l'équipe marseillaise MCES était notamment proposé aux plus jeunes.

"L'organisation de cette journée à Marseille est symbolique lorsque l'on sait qu'un enfant sur deux ne sait pas nager à son

entrée en 6^e. L'éducation et l'inclusion sont les d'ailleurs les deux volets principaux du programme Enjeux d'avenir 2024. L'idée, c'est de laisser une trace des JO de Paris pour les populations, que ce soit en termes d'éducation à la nage, d'adhésion aux valeurs du sport mais aussi d'écoresponsabilité", commente Frédéric Busin, directeur action régionale EDF Paca.

Après, notamment, un goûter offert aux enfants et un défi ludique relevé par Théo Curin, la soirée s'est poursuivie par la tentative d'un record du monde d'apnée dynamique bi-palmes par Guillaume Bourdila, champion du monde en titre. L'athlète a tenté de battre son propre record de 274,5 mètres, obtenu la semaine dernière à Belgrade.

R.S.

Le nouvel engouement pour la maison de famille

Depuis la crise sanitaire, les jeunes générations s'intéressent à nouveau aux maisons de famille, plus que jamais symboles d'ancrage et de sécurité.

Le livre de photos passe de main en main, d'un convive à l'autre. On y voit deux belles maisons posées sur le rivage de Bréhat, l'île rose au large des Côtes-d'Armor. Certains les découvrent, d'autres les connaissent et évoquent leurs souvenirs. Tous s'émerveillent. Séverine, elle, est émue. Cet album, c'est le cadeau de son amie Natacha pour ses 53 ans. Les deux bâtisses appartiennent à sa famille maternelle. *« Mon arrière-grand-mère a acheté la grande en 1919 et la petite en 1948, initialement pour en faire un garage à bateau, raconte-t-elle en tournant les pages. C'est là que je passe mes vacances depuis mon enfance. »*

« Les maisons de Bréhat » sont ce qu'on appelle des maisons de famille. Des habitations héritées des parents ou, comme ici, des résidences secondaires transmises depuis deux ou trois générations. *« En France, on en compte plusieurs millions, dont 3,5 à 4 millions de résidences secondaires, indique le sociologue Jean Viard. C'est même le pays au monde où il y en a le plus, parce que nous avons connu un exode rural tardif. »* Toutes ne sont pas des maisons de maître ou des manoirs. *« Certaines sont modestes, et il y en a d'ailleurs beaucoup dans les milieux populaires »,* souligne le sociologue. Ce qui distingue la maison de famille, ce sont avant tout les souvenirs et les rituels qu'on y partage. *« On y célèbre souvent les mariages, les baptêmes, les anniversaires et on y enterre aussi les morts »,* rappelle Jean Viard.

Ce soir-là, les invités commentent les photos qui défilent sous leurs yeux. Des images des maisons en granit aux toits d'ardoise nichées entre les pins, à quelques mètres de la grève. Une grande pièce *« un peu cathédrale »*, avec une belle hauteur sous plafond, des fenêtres en bois à petits carreaux donnant sur la mer. Et une *« immense »* table en bois pour les repas de famille. *« Je me souviens de grandes tablées qui pouvaient rassembler jusqu'à 25 personnes, raconte Séverine, chargée de mission au ministère de l'agriculture. C'est là qu'on retrouvait toute la famille – ma grand-mère, ma mère, mes oncles, mes tantes, mes cousins – mais aussi des amis. »*



En France, un logement sur dix est une résidence secondaire au sens fiscal. Cyril Entzmann/Divergence

Dans l'imaginaire collectif, la maison de famille est le lieu des retrouvailles. *« Elle implique un vécu commun et symbolise les liens entre les générations, analyse Christine Ulivucci, psychanalyste transgénérationnelle, autrice de Psychogénéalogie des lieux de vie (Payot). Elle est liée à l'origine, à la filiation. C'est un endroit où se construit le récit familial. Un point d'ancrage qui donne un sentiment d'appartenance et de sécurité. »* Cette propriété *« où l'on célèbre les moments passés ensemble et le sens de la famille »*, selon le psychanalyste Alberto Eiguer, auteur de *L'Inconscient de la maison* (Dunod), est plus qu'un simple bien matériel. Certaines portent d'ailleurs un nom, comme un membre à part entière de la tribu. Ainsi, la grande maison de Bréhat s'appelle « Marine-Terrace », clin d'œil à celle de Victor Hugo, et la petite, « Tan a dour », « feu et eau » en breton parce qu'elle a été la première à avoir eu l'eau courante et l'électricité.

« C'est un endroit où se construit le récit familial. »

Dans certaines maisons, on nomme même les chambres en fonction d'un caractère ou en référence à un membre de la famille, relève Christine Ulivucci. *« Cette façon de personnaliser la maison, dont on va "prendre soin", que l'on va "rejoindre" et "aimer", traduit un investissement affectif parfois aussi fort que pour une personne. »* Séverine le reconnaît : *« J'éprouve de la joie à l'idée de les revoir, comme si elles faisaient partie de la famille. Et le seul fait de le dire m'émeut. »*

À chaque page de l'album, elle et sa mère, Catherine, détaillent les pièces au *« confort rudimentaire »* : la cuisine *« pas très grande »*, le vestiaire *« immense »* pour les bottes et cirés, les chambres, grandes ou petites *« comme des cabines de bateau »*... Et puis le jardin pour la sieste, les œufs de Pâques ou le camping des ados. *« Bréhat, c'est le goût de l'enfance, les parties de pêche, les promenades dans les odeurs de mimosa et les baignades dans une eau... à 15 degrés »,* plaisante Séverine, mère de deux enfants. *« Je suis autant attachée à ces maisons qu'à cette petite île à la végétation méditerranéenne où on circule à pied et à vélo, »*

«Les propriétaires qui le peuvent préfèrent garder ces maisons, à la fois parce que c'est plus difficile de voyager, mais aussi parce qu'ils ont besoin de retrouver des racines.»

Suite de la page 13.

●●● ajoute-t-elle. Ce lien n'étonne pas Christine Ulivucci, pour qui une maison de famille représente aussi un ancrage dans un territoire.

Symbole de la tribu idéale, ce lieu peut devenir un fardeau. «Les retrouvailles et les rituels sont parfois vécus comme des contraintes, poursuit la psychanalyste. Retourner dans la maison confronte chacun à sa place dans la famille – matérialisée par l'attribution des chambres, par exemple – et réactive des dissensions.»

Ces maisons, souvent vieillissantes, peuvent en outre devenir un gouffre financier (1). Sans compter qu'elles engendrent des conflits lorsqu'elles sont héritées en indivision (lire *entretien*), comme pour Séverine et sa mère. «Après cinquante ans de relations chaleureuses, les huit héritiers ne s'entendent plus et nous nous sommes résolus à vendre, explique la fille, accablée. Ce jour-là, ce sera un deuil pour moi... Je ne veux même pas y penser.»

Très fréquentes avant la crise sanitaire, les ventes de maisons en indivision seraient en baisse ces derniers mois, selon Bertrand Cou-

turier, directeur de Barnes, Propriétés & Châteaux. «Depuis le Covid et l'avènement du télétravail, il y a un nouvel intérêt pour ces maisons, notamment chez les jeunes générations, assure-t-il. Les propriétaires qui le peuvent préfèrent désormais les garder, à la fois parce que c'est plus difficile de voyager, mais aussi parce qu'ils ont besoin de retrouver des racines et d'avoir un lieu protégé.» La maison de famille serait ainsi devenue un refuge et le symbole d'un retour aux valeurs familiales, relève également Jean Viard. «Les proches sont à nouveau au cœur du lien social», résume-t-il.

Chez Séverine, les invités referment l'album de photos, peinés par l'annonce d'une possible vente. Rien n'est acté mais les deux femmes s'y préparent. En attendant, ce soir-là, leur cœur est encore à la fête car elles savent qu'elles reverront les maisons de Bréhat cet été.

Paula Pinto Gomes

(1) À lire : Nue propriété, Lisa Vignoli, Stock 2022.

Dans l'imaginaire collectif, la maison de famille est le lieu des retrouvailles.

Bruno Levy/Divergence



témoignages

Le Département s'engage pour les collégiens

RENTRÉE

Face à la hausse des prix et à la baisse du pouvoir d'achat des ménages, le conseil départemental a décidé de faire en sorte de ne pas alourdir le budget pour la rentrée scolaire des collégiens en mettant en place un certain nombre de mesures.

Qui dit augmentation du coût de la vie dit baisse du pouvoir d'achat pour les ménages. Le Département des Bouches-du-Rhône a décidé de soutenir les familles. « Notre objectif est de proposer différentes aides financières et matérielles permettant de réduire le coût que représente la scolarité pour les familles et les collégiens ainsi que d'améliorer les conditions d'apprentissage », explique Béatrice Bonfillon-Chiavassa (LR), conseillère départementale déléguée aux collèges.

Des dispositifs qui ne sont pas nouveaux mais qui vont se poursuivre pour la rentrée prochaine. Parmi eux, la diminution des tarifs de la demi-pension que le Département a fait le choix de diminuer depuis 2019 le prix d'un repas passant de 3,20 euros à 3 euros pour un forfait de 4 jours à l'année.



Comme chaque année, un kit scolaire sera remis aux élèves avec tablette et calculatrice pour réduire la facture de la rentrée. PHOTO A.L.H.

« C'est une baisse non négligeable quand on sait que la cuisine dans l'ensemble des collèges du département est faite sur place en circuits courts et avec des produits locaux », continue-t-elle.

Des fournitures pour tous sans exception

Restent également en place les chèques resto collège d'une valeur de 252 euros octroyés aux familles les plus défavorisées qui bénéficient ainsi d'un repas à 1,20 euros. Quant aux

collèges, eux, s'ils adhèrent à la charte de la restauration scolaire départementale (ils sont 111 en 2022), ils ont la possibilité de bénéficier d'une subvention appelée « La Provence dans mon assiette » qui permet aux cantines de recevoir 0,50 centime d'euros par demi-pensionnaire et par semaine pour acheter des produits frais, locaux et labellisés.

Seront également remis aux élèves, comme depuis de nombreuses années, les kits scolaires dans l'ensemble des établis-

sements. « La nouveauté cette année, c'est que nous mettons à disposition des élèves de 6^e une calculatrice scientifique, ce qui permet de réduire au maximum les coûts », poursuit Béatrice Bonfillon-Chiavassa.

« Ils auront également des tablettes et des fournitures scolaires à leur disposition dans les kits, sans aucun critère de revenus pour les familles. C'est pour cela que c'est important pour nous de les rassurer sur le sujet. »

A.L.H.

Handicap : les loisirs pour lutter contre l'isolement

MARTIGUE

L'association martégale Sports Loisirs Handicap œuvre, depuis un an, à l'insertion des personnes en situation de handicap grâce à des méthodes ludiques.

Créer du lien social, mettre en relation les personnes en situation de handicap et leur permettre de connaître leur droit », tel est le projet de l'association Sports Loisirs Handicap. Lancée il y a un an par des membres des amis de *La Marseillaise*, cette initiative est née alors que Martigues ne recensait plus

aucune association locale d'aide aux personnes en situation de handicap.

Aujourd'hui, une dizaine de bénévoles et une vingtaine de bénéficiaires profitent de rendez-vous quotidiens pour « *sortir de l'isolement et de décider de sa propre vie* ». Une marche est par exemple prévue le samedi au parc des sports Julien-Olive, et le mercredi après-midi est consacré à l'exercice de la pétanque.

Un accompagnement administratif utile

Grâce à sa collaboration avec la Maison de la vie Associative de Martigues, l'association Sports Loisirs Handicap bénéficie de locaux situés sur le quai

Lucien-Toulmond, dans le quartier de l'île. Des personnes en situation de handicap ou atteintes de maladies invalidantes peuvent également bénéficier d'un accompagnement gratuit aux tâches administratives. Cette aide permet aux membres de l'association de remplir des tâches impératives comme l'accès aux droits. Solidaire et nécessaire, l'association Sports Loisirs Handicap reflète parfaitement l'engagement de certains Martégaux auprès des plus démunis.

M.N.

Soirée de présentation de l'association prévue ce jeudi 23 juin, à 18h, sur l'île, Quai Lucien-Toulmond.

Des infirmiers et médecins mobilisés pour le don d'organe

MARSEILLE

À l'occasion de la journée nationale de sensibilisation au don d'organe, mercredi, une équipe de coordination de soignants de l'AP-HM s'est déplacée aux Aygalades, dans le 15^e arrondissement, pour convaincre.

En France, chaque année, environ 500 personnes décèdent dans l'attente d'une greffe. « La meilleure chose à faire est de parler de son choix à ses proches », explique Juliette Beaux, infirmière au service du don d'organe à l'AP-HM. Une petite dizaine d'infirmiers et docteurs des hôpitaux étaient mobilisés aux Aygalades (15^e), à l'occasion de la journée nationale de sensibilisation au don d'organe pour en parler aux habitants, face à la pénurie qui grandit.

Marc est interpellé par le stand, installé dans la cour de la cité. « Moi je ne sais pas si j'ai envie de donner mes organes, il faut que je réfléchisse. Ce n'est pas anodin », se confie l'homme de 60 ans à Audrey Chopin, infirmière. Pourtant, il rajoute : « Mon cousin est décédé, il y a quelques semaines et il a donné ses reins. »

La loi prévoit le consentement présumé. C'est-à-dire qu'il faut explicitement s'opposer au don d'organe au travers d'un formulaire, lettre, ou la parole.



En France, chaque année, environ 500 personnes décèdent en l'attente d'une greffe d'organe. PHOTO M.F.

Sinon on est d'office donneur. Chaque année, près de 6 000 personnes bénéficient d'une greffe d'organe. Et aujourd'hui, plus de 63 000 Français sont toujours en vie grâce à celles-ci.

« L'inviolabilité du corps »

Pourtant, dans les faits, le don d'organe reste une zone d'ombre pour beaucoup. Parmi les raisons, « l'inviolabilité du corps », souvent reliée à des croyances religieuses fortes. Pour pallier ce phénomène, l'équipe de coordination s'appuie sur les représentants de ces cultes, d'ailleurs certains étaient présents dans la matinée (catholique, musulman, israélien, bouddhiste, protestant). « Toutes les grandes religions

sont en faveur du don. Et mettent en avant le fait de sauver et préserver la vie d'autrui », explique Juliette Beaux. « Quand on nous dit que la religion ne permet pas le don d'organe, on propose de faire venir un représentant de leur culte directement à l'hôpital », détaille-t-elle.

Les autres raisons invoquées sont directement liées à la méconnaissance du sujet. « On entend souvent dire : je suis trop âgé pour le faire, ou je suis atteint de telle ou telle maladie... » précise-t-elle. Une explication qui fait écho quelques minutes plus tard. Alors que le stand n'attire pas grand monde, les infirmiers partent à la rencontre des habitants. Et trouvent un groupe de papis qui discutent

dans le parking en terre battue, à l'entrée de la cité. « Mais moi, je suis trop vieux ! J'ai 78 ans et j'ai eu un triple pontage ! » explique à l'équipe d'infirmiers Octave, habitant des Aygalades. Bien qu'ils lui rappellent qu'il n'y a pas de limite d'âge et que très peu de maladies contre-indiquent le don d'organes, sauf les cancers virulents ou actifs, l'homme rit. « Moi je ne veux pas les donner, je suis trop vieux et pas en bonne santé », martèle-t-il. Et de rajouter : « Par contre j'en parle à mes enfants et petits-enfants, parce que c'est important. »

Marie Fouque

Pour plus d'infos :
dondorganes.fr

SANTÉ

Journée nationale du don d'organes

Hier, à l'occasion de la journée nationale de sensibilisation au don d'organes, la pharmacie Aprium des Ayalades (15^e) accueillait les coordinateurs de l'AP-HM. Autour d'un buffet, le dialogue s'est ouvert entre habitants, coordinateurs et même aumôniers de tous les cultes. Souvent sujet tabou, le don d'organes connaît de nombreux préjugés, parfois religieux. Si le thème est "complexe" pour l'aumônier israélite de l'AP-HM, les aumôniers catholiques et protestants mettent en avant "le don et le partage qui sont des préceptes importants dans le culte". Tous sont invités à faire connaître leur souhait à leur entourage quant au devenir de leur corps après le décès.

/PHOTO S.M.



NATATION

130 enfants ont relevé le challenge

Hier, le challenge olympique organisé par la Ville de Marseille et la fédération française de natation a réuni 130 enfants à la piscine Vallier (4^e). Un événement qui valorisait les actions menées sur le territoire pour encourager l'aisance aquatique dès le plus jeune âge. Entre plongeurs et natation artistique, water-polo et initiation au secourisme, le temps fort était un relais de 2024 mètres, clin d'œil à l'accueil des JO en 2024. "C'est un réel succès avec plus de 130 enfants! Nous mettons tout en œuvre avec les clubs pour rattraper le retard de l'apprentissage de la nage à Marseille. Ce challenge permet de clôturer cette belle saison où les retours sont positifs", s'est félicité hier l'adjoint au sport, Sébastien Jibrayel.

/PHOTO DR



DÉPARTEMENT

Cantines : pas de hausse non plus dans les collèges

Alors que la Ville de Marseille a déjà indiqué qu'elle ne répercuterait pas la hausse de l'inflation sur le prix des repas de cantine facturés aux familles (*notre édition d'hier*), le Département des Bouches-du-Rhône montait à la hâte hier après-midi une conférence de presse pour annoncer à son tour que la collectivité n'augmentera pas le tarif de la restauration scolaire en septembre. Dans les collèges, le prix d'un repas restera donc à 3€ pour un forfait de quatre jours à l'année, soit 420€.

"Face à la hausse des prix, les parents manifestent leurs inquiétudes et craignent de voir leur budget se réduire. La question du pouvoir d'achat nous préoccupe et nous avons à cœur de maîtriser cette baisse en prenant notre part. Nous faisons donc des efforts et assurons aux familles de collégiens qu'à service égal, il n'y aura pas de hausse de prix de la demi-pension", a répété Béatrice Bonfillon-Chiavassa, conseillère départementale déléguée aux collèges. Précisant aussi que ce tarif est en baisse de 20 centimes depuis 2019 et que les familles défavorisées bénéficient d'un soutien de 252€, ce qui ramène sur l'année le prix d'un repas à 1,20€ alors que



Hier, le Département a annoncé des mesures pour soutenir le pouvoir d'achat des familles. /ARCHIVES J.R.

le coût global pour la collectivité serait de 9 à 10€.

Dans cette logique, l'élue a insisté sur le renouvellement des mesures mises en place par le Département pour réduire le coût de la rentrée scolaire à la charge des parents et améliorer les conditions d'apprentissage des enfants : kit de fournitures scolaires distribué en classes (enrichi de la calculatrice scientifique pour les élèves de 6^e), tablette numérique d'une valeur de 420€ (soit un investissement de 12 M€) ou encore la carte Collégien de Provence (150€ à dépenser pour des activités culturelles et sportives).

A.A.

Les jeunes à la découverte des métiers de la mer

Une rencontre pour générer des vocations dans le milieu maritime. Hier, une cinquantaine de stagiaires de l'École de la 2^e chance (E2C) de Marseille ont participé à une journée découverte des métiers de la pêche et de l'aquaculture sur le campus de Saint-Louis (15^e). Une initiative soutenue par l'État et la région Paca qui vise à informer et sensibiliser les visiteurs sur ce secteur d'activité.

Répartis en trois groupes, les élèves ont pris part à plusieurs activités. Ces derniers ont pu s'immerger dans le monde marin grâce à un casque de réalité virtuelle et échanger avec des professionnels sur leurs parcours. Un programme diversifié pour découvrir les métiers de la pêche, de l'aquaculture ou encore de la conchyliculture. Cette approche a rencontré un certain succès auprès des principaux intéressés.

"Je ne connais pas forcément les métiers de la mer. C'est un plus pour nous de pouvoir les dé-



Les stagiaires de l'École de la 2^e chance ont participé à plusieurs ateliers autour des métiers maritimes. /PHOTO L.H.

couvrir", confie Benou, stagiaire à l'E2C de Romain Rolland (10^e). Même son de cloche pour Mathias, présent sur le campus de Saint-Louis, qui se projette déjà sur son avenir.

"Ces métiers sont assez méconnus, cela peut potentiellement m'intéresser, et être un plan B". Une journée riche en enseignements qui s'inscrit dans une po-

litique de continuité pour l'E2C qui accompagne plus de 950 jeunes sans emploi ni qualification. *"Ils ont le droit de rêver, confie Hélène Rastoin, directrice du pôle formation-insertion à l'E2C. On les remet dans le circuit, on travaille pour qu'ils se réconcilient avec la vie."*

L.H.

La Marseillaise – mardi 28 juin 2022

Les assistants d'éducation de retour dans la rue

MARSEILLE

Face à la crainte d'un non-renouvellement pour plusieurs assistants d'éducation du lycée Victor-Hugo à Marseille, un rassemblement de soutien est organisé mardi à 10h devant l'établissement.



Les AED de Victor-Hugo se sont mobilisés à de nombreuses reprises pour leur CDIisation. PHOTO A.B.

Hugo à Marseille, figure de la lutte des surveillants et militant CGT.

Comme lui, trois autres de ses homologues de l'établissement craignent de ne pas voir leurs contrats renouvelés. *"Tous sont syndiqués. Cela se passe pareil à tous les endroits où les AED se sont mobilisés : soit il y a des entretiens pour un potentiel non-renouvellement, soit un pourrissement pour pousser à la démission"*, développe Emmanuel Roux.

« Les faire reculer »

Contacté, le rectorat n'a pas répondu à notre sollicitation à l'heure où nous écrivons ces lignes. Mais nul doute qu'il devra réagir car un rassemblement d'ampleur est organisé à

l'appel de la CGT ce mardi devant l'établissement à 10h où de nombreux militants prévoient d'y participer. *"La mobilisation devrait être pas mal, l'objectif est de les faire reculer"*, prévoit Emmanuel Roux.

Pour rappel, les AED de Victor-Hugo se sont mobilisés à de nombreuses reprises pour améliorer la reconnaissance de leur profession et leurs conditions de travail, par la titularisation, CDIisation ou encore l'application de la prime Rep... Souvent en grève, *"nos mobilisations en ont entraîné d'autres jusqu'à avoir un écho d'ampleur nationale, c'est pour cela qu'on est visé"*, juge Emmanuel Roux. En attendant, la CGT fera bloc avec les 4 AED menacés.

A.B.

Après toutes les luttes que nous avons menées, ils tentent de casser le cœur revendicatif des surveillants du lycée», s'indigne Emmanuel Roux, l'un des assistants d'éducation (AED) du lycée Victor-

Un job-dating pour devenir prof : les syndicats en colère

Hier, les syndicats ont dénoncé un recrutement d'enseignants à la volée

La rumeur d'un job dating organisé dans les Bouches-du-Rhône pour recruter des enseignants contractuels en prévision de la rentrée 2022 avait enflé dans les besaces des syndicats de l'Éducation nationale. Déjà, à la fin du mois de mai, quand, face à la pénurie de professeurs, l'académie de Versailles avait organisé ce genre de campagne en urgence pour combler les 2 000 postes vacants, la polémique avait fait rage. Alors quand une annonce Pôle emploi a été publiée avec cet intitulé : "Vous souhaitez devenir professeur(e) des écoles? L'académie d'Aix-Marseille recrute, à partir du Bac +3, des professeur(e)s des écoles contractuel(le)s pour enseigner en école maternelle et élémentaire", les syndicats ont une nouvelle fois fait front commun et agité le drapeau de la colère, hier à Marseille, devant les bureaux de la DSDEN (Direction des services départementaux de l'Éducation nationale des Bouches-du-Rhône), dans le 1^{er} arrondissement. "Nous n'avons pas de confirmation au niveau des chiffres mais nous parlons de près de 300 candidats recherchés sur Marseille, Salon, Aix et Arles", commentait le secrétaire adjoint du Snuipp FSU, Sébastien Fournier. À ses côtés une quarantaine de manifestants, bien décidés à faire entendre



Hier, pour dénoncer l'opération organisée par l'académie d'Aix-Marseille, les syndicats ont organisé un job-dating pour recruter... un nouveau ministre de l'Éducation nationale! /PHOTO DENIS THAUST

leur voix à la direction départementale.

30 minutes pour convaincre de ses capacités pour enseigner: la méthode semble bien trop légère pour les syndicats. "On leur vend du rêve", lâchait la militante CGT, Monia Haddaoui, enseignante à Marignane.

"Job-dating, le mot est galvaudé, nous parlons d'un recrutement de contractuels pour préparer la rentrée, comme ils s'en organisent chaque année pour constituer le vivier de remplaçants de septembre. Ils auront une semaine de formation à la

rentrée et une demi-journée d'accueil avant les vacances", expliquait, de son côté, le Rectorat.

"Enseigner, c'est un métier"

"Bien sûr, nous comprenons les candidats qui voient dans ces appels une opportunité de travail. Mais ils resteront des contractuels qui répondent à une pénurie à court terme, cela ne résoudra pas les problèmes structurels que rencontre l'Éducation nationale. Et puis, enseigner, c'est un métier, il faudrait peut-être reprendre les bases et se

demander pourquoi l'Éducation nationale a du mal à recruter, pourquoi ses concours ne font plus le plein, pourquoi revaloriser le salaire des jeunes titulaires et les placer au même niveau qu'un enseignant qui cumule 15 ans d'ancienneté va provoquer des tensions...", soulignait Virginie Aklouat, secrétaire départementale du Snuipp FSU. Les questions restent ouvertes, donc, comme celles concernant les négociations qui s'ouvriront ce mercredi autour de la carte scolaire 2022...

Christelle CARMONA

L'Aclap a présenté ses activités de l'été

"L'été est là... Dès le 1er juillet l'Aclap va ouvrir ses portes pour des moments festifs et des instants de découvertes", a indiqué le président Guy Bocchino, avant de présenter le programme de la période estivale.

Objectifs premiers, lutter contre l'exclusion et l'entraide de proximité et favoriser une dynamique de la vie personnelle en luttant contre la dépendance. L'Aclap veut également créer des vacances pour tous et, développer l'écoute téléphonique. Sur ce dernier point, Nicole Durand, bénévoles de l'an-

tenne d'Aix, a fait état de cette activité importante en période estivale, qui fera l'objet d'une évaluation en fin d'été.

Le local de la rue Ferrari (5^e) sera ouvert tous les jours, du 1^{er} juillet au 31 août, avec des horaires adaptés à la canicule et des animations maintenues: ateliers des mercredis, lotos des vendredis et journée familiale les dimanches et, bien sûr la grande sardinade, le 28 août.

La maison de l'intergénérationnel affiche aussi un programme riche: rendez-vous UFC Que Choisir, expositions,



Le maire du 4-5, Didier Jau, s'est joint aux membres de l'Aclap. /PHOTO R.O.D.

atelier peinture et poésie... Le concept "anim'ado" est également reconduit, animé par les ados du centre social Julien.

Didier Jau, maire des 4-5, a salué le dynamisme de l'Aclap et rappelé l'initiative de la mairie de secteur, "action complémentaire", avec la mise en place d'un dispositif "accueil fraîcheur" dans des salles climatisées des CMA Vallier et Chutes Lavie, jusqu'au 7 juillet.

Ro.D.

Aclap : 50, rue Ferrari (5^e).
04 91 48 53 33 - mail : aclap@aclap.org

UNE NOUVELLE FAÇON DE VIVRE ENSEMBLE

Un habitat plus connecté au quartier et au monde

L'îlot 5C3 qui, rue André-Allar (15^e) abritera une crèche, un restaurant et la Maison des projets en rez-de-chaussée devrait être livré dans le quartier des Fabriques en 2023, et comptera 150 logements. Cinquante d'entre eux seront des logements sociaux, 44 des logements locatifs intermédiaires et le reste en accession à la propriété.

Comme dans tout le quartier des Fabriques, les appartements bénéficieront du système de thalassothérapie via Massileo pour obtenir un chauffage et rafraîchissement naturels grâce à l'eau de mer. Ils seront également équipés d'un réseau privé de quartier: pour 6€ par mois inclus dans

leurs charges, les foyers seront connectés à internet et aux quatre principaux bouquets satellites mondiaux.

Une place de stationnement par logement a été prévue dans le parking en silo mutualisé qui fait face à l'immeuble et que la Ville a confié à Indigo via un bail emphytéotique de quarante ans.

En outre, une Maison des projets viendra créer du lien entre les habitants. "Le dispositif Chers voisins, mené en partenariat avec 1001 vies habitat et Logis Méditerranée se définit comme de l'habitat intergénérationnel solidaire, explique Agnès Filizetti, responsable de l'agence sud de Réciprocité. Une maison commune et une gestion des anima-

tions permettent aux résidents de s'approprier leur lieu de vie, avec pour objectif de créer du lien social, d'accompagner les fragilités (seniors et handicapés) et d'améliorer le pouvoir d'achat en développant le voisinage actif."

L'expérience est déjà menée depuis trois ans dans la résidence Horizon qui abrite 94 logements dans l'îlot voisin de Smartseille. "Les liens se sont développés au-delà de l'immeuble, et l'action de la Maison des projets, qui compte aujourd'hui 317 adhérents, s'est étendue sur tout l'îlot et jusqu'aux quartiers des Crottes et de la Cabucelle", précise Agnès Filizetti.

L.M.

La Marseillaise – jeudi 29 juin 2022

Enfance abîmée

● Le terrible rapport de l'Insee Paca révélant que dans notre région 25 % des moins de 18 ans sont pauvres confirme, s'il en était besoin, l'urgence sociale absolue pour éradiquer ce fléau. La pauvreté n'est pas un coup du sort, une fatalité mais la conséquence de profondes inégalités de plus en plus galopantes. Les filets sociaux de sécurité s'effilochent au rythme du démantèlement des services publics, de la maltraitance subie par l'école publique et d'un ordre économique inique. S'attaquer à la pauvreté, ce n'est pas octroyer une prime dérisoire de 100 euros « aux ménages modestes » comme l'a annoncé la porte-parole du gouvernement Borne. La farce du fumeux projet de loi « pouvoir d'achat » à la sauce Macron ne trompe personne et certainement pas les premiers concernés. Car derrière un enfant pauvre, il y a une famille précaire. Des femmes seules, très souvent, se débattant pour remplir le frigo et habiller leurs enfants.

RAPPORT

L'Insee a présenté ce mercredi une enquête sur la pauvreté des enfants en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, où un quart des moins de 18 ans est touché. Au-delà des revenus, les conditions de vie sont très inégalitaires sur le territoire.

En région Paca, les enfants sont pauvres et davantage qu'ailleurs. C'est l'enseignement retenu par l'Insee à l'issue d'une étude menée sur la région. « Un enfant sur deux a un niveau de vie inférieur à 1 550 euros par mois », indique ce mercredi en préambule, Carole Zampini, co-auteure de la publication.

Au total, sur 1 million d'enfants recensés, 260 000 sont en situation de pauvreté, soit un quart des moins de 18 ans. C'est la deuxième région la plus touchée après les Hauts-de-France, selon les chiffres donnés datant de 2018. Pour rappel, un foyer est considéré comme pauvre lorsque ses revenus sont inférieurs à 60 % du niveau de vie médian national, soit 1 063 euros mensuels. Et elle est encore plus intense sur le territoire: « Parmi les enfants pauvres, 22 % vivent sous le seuil de pauvreté », ajoute la cheffe de projet.

Riches et très pauvres sur un même territoire

Pas une vie mais de la survie

Ce n'est pas une vie mais de la survie. Et c'est insupportable au regard des milliards d'euros qui dégoulinent du CAC 40 dans les poches de quelques-uns. Eux n'ont pas à se plaindre d'une politique menée en leur faveur: Les pauvres ? Ils ne votent pas ou plus. Car en même temps que le service public de l'Insee met ses compétences pour mettre à jour cette violente réalité, la majorité relative d'Emmanuel Macron fait la courte échelle aux députés d'extrême droite en permettant à deux d'entre eux d'être élus vice-présidents de l'Assemblée nationale et donc de présider à l'avenir des séances. Une telle dérivation antirépublicaine n'augure rien de bon pour les citoyens, les plus jeunes et les plus fragiles en tête.

Sans surprise, l'Insee note que la région Paca est très inégalitaire, les niveaux de vie les plus élevés et les plus pauvres se côtoient. Bidonvilles, les squats et les campements côtoient de près les appartements luxueux de la Corniche ou les villas au bord de la Méditerranée. Et les plus jeunes en font les frais.

Ainsi, un enfant sur dix vit dans un ménage percevant moins de 800 euros par mois et la même proportion réside dans un ménage qui dépasse les 2910 euros par mois.

Plus globalement, la moitié des enfants ont un niveau de vie inférieur à 1550 euros par mois en Paca, c'est moins que la moyenne « en province » (1 610 euros) et celle d'Île-de-France (1 690 euros). « Cette inégalité de niveaux de vie est marquée chez les enfants et sur l'ensemble de la population », souligne Carole Zampini.

Les auteurs du rapport ont également pris en compte le milieu dans lequel l'enfant évolue. Ainsi, 24 % de ces enfants grandissent dans une famille monoparentale et 18 % d'entre eux ont aussi un parent au chômage. Et la présence d'enfants dimi-



nue davantage le niveau de vie. Mais, contrairement à la moyenne nationale, il y a moins de familles nombreuses (trois enfants ou plus).

À cet aspect financier s'ajoutent les conditions de vie moins favorables dans les grandes villes qu'en dehors. L'institut prend ici en compte le type d'habitat et la qualité de l'air. Encore une fois, l'écart se creuse entre 70 % des enfants qui habitent dans des maisons individuelles, dans les couronnes et 53,9 % en appartement, dans l'espace urbain. Pire, dans la région, 20,9 % de ces enfants sont dans des logements sur occupés, c'est deux fois plus que la moyenne nationale mais toujours moins qu'en Île-de-France (28,1 %).

La grande précarité pas recensée dans l'étude

Cette pauvreté peut s'avérer très disparate au sein même d'une ville. Marseille en est

l'un des exemples les plus parlants où les « territoires à faible niveau de vie » s'étendent sur la totalité des 2^e et 3^e arrondissements, une grande partie du 1^{er}, tandis que les 6^e, 7^e et 8^e en sont exemptés.

Mais cette enquête sous-évalue sans doute le taux d'enfants pauvres dans la région. Car elle se base principalement sur les recensements des fichiers administratifs comme ceux des impôts et des caisses d'allocations familiales. Les personnes vivant dans des centres d'hébergement, des squats, bidonvilles, les mineurs isolés et ceux regroupés au sein d'une communauté, ne sont donc pas tous pris en compte. Un facteur est également à retenir : la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, qui, depuis 2020 a plongé des millions de personnes dans la précarité.

Lauren Piddiu

260 000

C'est le nombre d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté dans la région Paca. Et 22 % vivent encore en dessous.

20,9 %

C'est le pourcentage des enfants qui habitent dans un logement suroccupé dans la région. La moyenne « en province » est de 9,2 % selon l'Insee.

59 %

Les inégalités sont très marquées. Dans les couronnes, 59 % des enfants vivent dans des territoires au niveau de vie assez élevé ou élevé.

À Marseille, dans la misère, des gamins en danger, des bombes à retardement

L'indignité du logement, corollaire de la pauvreté, handicape lourdement la santé, la scolarité et le développement des enfants. Parmi les plus indigents, des centaines d'enfants, élevés dans la misère des squats en paient le lourd tribut. Dans les 3^e ou 15^e arrondissements, l'urgence marseillaise.

Son fils de trois ans porte encore sur le bras les stigmates d'une brûlure au 3^e degré, « lorsqu'il avait un an, à cause des fils du micro-ondes », explique Ouafa, qui habite depuis 2020 le Gypsis, à la Belle de Mai, un immeuble délabré de dix étages, conçu pour accueillir des étudiants et aujourd'hui presque entièrement livré au squat. Elle craint encore que son garçon « souffre peut-être d'empoisonnement au plomb. Le squat est un milieu hostile et dangereux ».

Chaque jour après ses 10 heures de travail, payées 40 euros sans contrat, elle passe le barrage des dealers dans le hall, remonte les escaliers ahimés qui empestent l'urine. Elle fait attention à ce que les enfants ne se blessent pas dans la cour sordide et sans lumière du 9^e étage qui distribue les dizaines de studios aux portes éventrées. « Je paye un loyer de 350 eu-



« Vivre en squat : une fatalité à Marseille ? », une expo de Marie de Neyman avec la participation d'Audrey Garino (PCF) adjointe au maire et d'Alerte Paca, en mairie des 4-5 jusqu'à fin août. PHOTO ANATINESPLAIA

ros. Mais sans bail. » Dans le studio où les cafards courent de la hotte au placard, le petit roule d'un mur à l'autre avec sa moto en plastique. « Les enfants sont exposés à de nombreuses maladies, à cause du froid, des fenêtres mal isolées, mais aussi à des problèmes respiratoires, avec la présence de fumées lorsqu'il y a des incendies dans l'immeuble. » Et elle y ajoute l'effet sur leur santé mentale : « Nous vivons dans un climat de peur et de stress, ce qui peut mettre en péril leurs études. Nos enfants vivent au milieu de la violence, du trafic. » Sa fille de 12 ans sort

sa photo de classe et exhibe un bulletin scolaire aux commentaires dithyrambiques du professeur.

À l'école, sans manger

Au Parc Kallisté, copropriété très dégradée du 15^e arrondissement où le squat a fait l'objet d'une évacuation en mai dernier, 66 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté. « Seul 1 enfant sur 3 est demi-pensionnaire car les familles n'ont pas les moyens de financer la cantine et peinent à monter les dossiers de gratuité. Des enfants reviennent à l'école l'après-midi

sans avoir mangé à leur faim les familles peinent à habiller les enfants, surtout l'hiver », indique un rapport métropolitain. Là encore, bagarres et coups de feu font des ravages. Les équipes éducatives relèvent que les enfants « peinent à dormir la nuit, témoins de scènes de violences hors norme ». Une situation connue depuis 2017.

« Il y a trop longtemps que la problématique alimentaire dure à Marseille », réagit Francis Verdene, président de la Fondation Abbé Pierre Paca. « Dans des collèges comme Fraix Vallon ou Prévart, des enfants exclus pour des faits de violence, sont admis à la cantine sans quoi, ils ne mangent pas de la journée. » Considérant que « la pauvreté handicape tous les aspects de la vie », il déplore : « Ce n'est pas vrai qu'on peut tous s'en sortir quand on vit dans de telles conditions. Certains sont marqués au vif et craquent. » Le collectif Alerte Paca a largement démontré l'urgence à agir en sécurisant les lieux de vie. S'il avoue, « travailler aujourd'hui en bonne intelligence avec la préfecture », Francis Verdene n'en reste pas moins ferme sur l'urgence à agir : « Marseille en Grand doit penser aux enfants en dotant l'institution de moyens, sans quoi, on se rendra responsable de situations qui vont finir par nous échapper, avec une problématique plus dense. » Un enfant qui grandit dans l'indigence et sa violence est une bombe en puissance. Myrtam Guillaume

« Au Secours populaire, on insiste sur les vacances »



Olivier Masini, secrétaire départemental du Secours populaire dans le Var, constate effectivement une augmentation de la pauvreté depuis la crise sanitaire qui n'épargne pas les enfants.

La Marseillaise : Quelle est la situation de la pauvreté infantile dans le département du Var ?

Olivier Masini : Nous n'avons pas de chiffres précis mais celui que nous donnons c'est qu'un enfant sur trois ne part pas en vacances. S'ils ne partent pas en vacances ça veut dire que les parents sont en grande difficulté. Nous insistons beaucoup sur le droit aux vacances et lorsque nous recevons les parents pour la première fois, nous les aidons d'un point de vue alimentaire et vestimentaire bien évidemment mais nous demandons toujours si les enfants partent en vacances pour les aider.

Avez-vous assisté à une aggravation de la situation ?

O.Ma. : Oui, la crise sanitaire a gravement impacté le reste à vivre des familles. Il n'y a plus de profil type comme avant, où nous recevions principalement des per-

sonnes sans emploi. Aujourd'hui nous avons des familles, des familles monoparentales et nous craignons le pire pour la rentrée. Quand on a un taux d'inflation qui a dépassé les 5,4 % et que l'Insee voit ce taux à 10 % à la fin de l'année, ça veut dire qu'on risque d'avoir des demandes encore plus importantes dans nos permanences d'accueil. Normalement l'alimentaire est une porte d'entrée pour mettre en œuvre la solidarité et permettre l'accès au sport, à la culture ou le droit aux vacances mais depuis deux ans nous avons énormément augmenté l'aide alimentaire. Le taux de pauvreté dans la sixième puissance économique au monde est désormais proche des 15 %.

Quelles actions sont mises en place par le Secours populaire pour aider les enfants ?

O.Ma. : Dans cette période, nous propo-

sons des séjours de vacances. Nous avons par exemple un partenariat avec le CCAS [Caisse centrale d'activités sociales Ndlr] d'EDF qui nous permet d'envoyer dix petits Toulonnais en colonie de vacances à Savines-le-Lac. Quand nous pouvons, nous aidons aussi des familles à organiser leur séjour ensemble avec une contribution de leur part car nous ne sommes pas dans l'assistanat. Nous insistons sur l'importance de sortir du quotidien, de souffler et de partager ces moments en famille. Nous relançons aussi les « familles de vacances » qui souhaitent accueillir un ou deux enfants pour leur faire partager leurs activités. Nous avons aussi la « Journée des oubliés des vacances » qui depuis plus de 40 ans permet à des enfants qui ne sont pas partis avant le 15 août, une sortie journalière dans un parc d'attractions de la région.

Propos recueillis par Tristan Arnaud

La rentrée scolaire se prépare dans le flou

BOUCHES-DU-RHÔNE

Pour la deuxième année consécutive, à deux mois de la rentrée, le nombre de classes qui resteront ouvertes ou fermées n'est pas connu.

Le Comité technique spécial départemental (CTSD) instance où siègent syndicats et direction académique et où sont décidées des mesures de carte scolaire (ouvertures et fermetures de classe) s'est tenu ce mercredi à Marseille.

« Il n'y a pas de liste d'ouvertures et de fermetures de classes. Rien n'a été décidé, parce que les effectifs ne sont pas stabilisés. Une enquête sera lancée au 1^{er} juillet », annonce à sa sortie de réunion, Virginie Akliouat. La secrétaire générale du SNUipp-FSU 13 déplore la méthodologie employée. C'est la



À une semaine du début des vacances, aucune mesure de carte scolaire n'a été officiellement prononcée. PHOTO ARCHIVES LM

deuxième fois en deux ans que ce scénario se produit. « Au final, on a quand même pu évoquer toutes les situations que nous avons à défendre et que la direction académique compte suivre de près », rapporte Virginie Akliouat.

Pénurie d'enseignants

Selon la syndicaliste, « la rentrée ne peut pas se préparer dans ces conditions », une semaine avant le début des vacances d'été. « L'organisation pédagogique a été arrêtée. Si on a une ouverture ou une fermeture, cela implique une réorganisation de la totalité des classes et aura des conséquences sur les personnels. » En cas de fermeture, l'enseignant doit obligatoirement quitter son école. Des annonces pourraient être faites à la mi-juillet. Pas de quoi rassurer parents d'élèves et enseignants, dont la classe est menacée.

Si globalement d'une année

sur l'autre, les effectifs scolaires baissent dans l'académie, le SNUipp-FSU continue de réclamer la création de postes d'enseignants. « Les 90 postes annoncés pour la rentrée sont déjà largement insuffisants au regard des priorités », constate Virginie Akliouat. La plupart des postes ayant été absorbés par le doublement des classes en éducation prioritaire. « On n'a pas de quoi faire de l'inclusion et la crise perdure sur les remplacements », ajoute-t-elle.

La situation reste très préoccupante pour les Unités pédagogiques pour élèves allophones arrivants (UP2A). Il manque 15 postes pour appliquer les textes nationaux. Dans les Bouches-du-Rhône, les élèves bénéficient d'1h30 d'UP2A, les directives nationales annoncent 9h par semaine. Devant ce constat, le SNUipp a réclamé la tenue d'une nouvelle réunion. Demande restée sans réponse. C.W.

Logement digne pour tous : la gauche ne lâche rien

Le groupe de gauche unie, citoyenne et écologique interpelle chaque fois qu'il en a l'occasion la majorité sur l'offre de logement social.

Métropole absconse, budget ronronnant... Et puis, au détour de la délibération 01-06, un débat où le groupe de gauche revient à ses fondamentaux : des logements sains et abordables pour tous, régulièrement défendus auprès des locataires et en conseil municipal. Délibération 01-06 donc : la Ville apporte une garantie d'emprunt pour la réalisation 11 logements locatifs sociaux plus.

Le groupe Aix en partage (gauche unie) s'abstient. « Le logement le plus indispensable, le PLAi, n'est pas dans cette opération », introduit Marc Pena. PLAi, financé par un Prêt locatif aidé d'intégration, à destination des plus précaires, dont l'offre est « famélique » à Aix-en-Provence. Et l'élue d'opposition d'en profiter pour ramener l'attention de la majorité sur le contexte local tendu, qu'il s'agisse des classes moyennes qui ne trouvent pas à se loger facilement, de la loi SRU « pas respectée », ou des familles modestes dont l'habitat se dégrade dangereusement, victime de la « déficience des bailleurs sociaux. » L'élue cite la Logirem et Pays d'Aix habitat. Or « la mairie ne fait rien, se cache derrière les bailleurs sociaux pour ne pas agir ».

Et Marc Pena de demander « une grande conférence sur l'habitat à Aix ». Gérard Bramoullé, adjoint LR aux finances, est « presque d'accord » avec Marc Pena, mais répond un peu à côté de la plaque, évoquant une tripotée de maux pour dévier la responsabilité de la mairie, dont le manque de turn-over des logements sociaux, liés selon l'édile à... « des histoires terribles, de locataires qui paient l'équivalent de l'ISF ». « Il y a aussi des poissons volants, mais c'est pas la majorité, hein » raille Marc Pena. Brigitte Billot, adjointe au social, promet qu'en « 2023-2025, tous les logements Logirem sur le Jas de Bouffan vont être rénovés ». Le rendez-vous est pris, et certains l'attendent de pied ferme.

J.N.